



HAL
open science

Introduction. De la fragilité des parcours artistiques et de l'histoire sociale

Philippe Bourdin

► **To cite this version:**

Philippe Bourdin. Introduction. De la fragilité des parcours artistiques et de l'histoire sociale. Siècles : Cahier du centre d'histoire "Espaces et cultures", 2018, Reconversions et migrations professionnelles. Le monde des musiciens et des comédiens à l'heure de la Révolution et de l'Empire, 45. hal-01865403

HAL Id: hal-01865403

<https://uca.hal.science/hal-01865403>

Submitted on 31 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction. De la fragilité des parcours artistiques et de l'histoire sociale

Introduction: Vulnerable Artistic Careers and Social History

Philippe Bourdin

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/3360>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

ISBN : 2275-2129

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Philippe Bourdin, « Introduction. De la fragilité des parcours artistiques et de l'histoire sociale », *Siècles* [En ligne], 45 | 2018, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 31 août 2018. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/3360>

Ce document a été généré automatiquement le 31 août 2018.

Tous droits réservés

Introduction. De la fragilité des parcours artistiques et de l'histoire sociale

Introduction: Vulnerable Artistic Careers and Social History

Philippe Bourdin

- 1 L'historiographie de la Révolution française est riche des nombreux travaux d'histoire sociale, quoiqu'ils aient disparu en partie de son actualité et méritent d'être repris à nouveaux frais. L'œuvre de Jaurès, l'invitation de Lucien Febvre et donc de l'école des *Annales* à investir « une histoire des masses et non des vedettes [...], vue d'en bas et non d'en haut¹ », inspirent Georges Lefebvre. Auteur d'une thèse réputée sur *Les Paysans du Nord pendant la Révolution*, soutenue en 1924, il initie dans les années 1930 une histoire des mouvements sociaux (sur la Grande Peur, sur la foule révolutionnaire), qu'il relie à celle de la conjoncture économique sur laquelle travaille à la même époque Ernest Labrousse. Il encourage des travaux sur les catégories populaires de la France préindustrielle, dans lesquels s'illustrent après-guerre Albert Soboul, Richard Cobb, George Rudé, Kåre Tønnesson, Kohachiro Takahashi, Armando Saitta, Victor Daline, Anatoli Ado. C'est aussi manière de répondre à l'historien britannique Cobban, qui dénonce « le mythe de la Révolution française » et l'approximation des catégories sociales utilisées pour l'analyse par l'historiographie marxiste (qu'est-ce que la bourgeoisie, la féodalité, le capitalisme ?)². Lefebvre lui fait la leçon sur la complexité de la seigneurie et des droits afférents, sur les différents niveaux de bourgeoisie et les aspirations économiques de leurs représentants, sur le poids de la législation de 1791³. Le flambeau est repris par son disciple Albert Soboul, qui soutient en 1958 une thèse fort remarquée sur *Le Mouvement populaire parisien en l'an II*. Elle lui ouvre les portes de l'Université – à Clermont-Ferrand, où il est l'un des fondateurs du Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, puis, à partir de 1967, à la Sorbonne. Il consacre la plus grande partie de ses travaux à l'histoire politique et sociale de la sans-culotterie, distinguant un noyau central issu du groupe des producteurs indépendants de l'échoppe et de la boutique, associé à des éléments bourgeois d'une part, salariaux de l'autre. Ses élèves, Raymonde Monnier et Haïm Burstin

les premiers, ont à cœur de prolonger son étude par des monographies érudites des sections de Paris⁴ ; d'autres poursuivent sur la voie paysanne de la Révolution⁵.

- 2 C'est aussi autour de ces conceptions de la société et de la force proclamée coactive du mouvement populaire que va se nouer un long débat polémique avec un élève de Labrousse, François Furet, et plus largement entre la vieille Sorbonne et la toute jeune École des Hautes Études en Sciences Sociales. Dans un livre co-écrit avec son beau-frère, Denis Richet, *La Révolution française*⁶, Furet reprend l'idée, déjà avancée par les Thermidoriens, d'un « dérapage » de la Révolution en 1793-1794, sous la pression populaire. Il rompt quelques années plus tard avec un siècle de recherches érudites, dans un article publié dans les *Annales E.S.C.* en 1971 et repris dans *Penser la Révolution française*, « Le catéchisme révolutionnaire »⁷. Il affirme que l'an II n'est pas un produit des circonstances mais de l'idéologie jacobine. Il conteste alors l'importance du prélèvement seigneurial, l'« imaginaire féodalité », range la « réaction aristocratique » au musée des réalités psychologiques, politiques et sociales plutôt qu'à celui des réalités économiques, nie la fermeture et l'unité de la noblesse à la fin du XVIII^e siècle, ordre désormais investi dans le marché, ouvert aux Lumières et aux progrès techniques, mais domestiqué par la monarchie administrative, ajustant difficilement ses rapports à l'État. Il dénonce « la tyrannie du sociologisme », l'exaltation de la « dialectique égalitaire », le concept de « révolution bourgeoise » – qui balaie la diversité des bourgeoisies et des acteurs révolutionnaires de la décennie 1789-1799. Il souligne certains creux de la connaissance, par exemple dans l'appréhension de la sans-culotterie :

« Nous connaissons bien, grâce à Daniel Guérin, Albert Soboul, George Rudé et Richard Cobb, les revendications du petit peuple urbain et son rôle politique en 1793-1794. Mais nous savons mal quelle influence ont exercée dans les villes la suppression des corporations et le libre jeu des rivalités intra et interprofessionnelles qui en résulte ; nous connaissons plus mal encore le rôle joué par l'importante immigration vers la ville qui caractérise le XVIII^e siècle, et par l'existence d'une population urbaine récemment déracinée du terroir natal⁸. »

- 3 Il reviendra à Michel Vovelle de poursuivre le débat, lui qui, avant de succéder à Albert Soboul en Sorbonne, en 1983, a innové en étudiant sur le temps long les attitudes devant la mort en Provence, en analysant les structures économiques et les attitudes sociales, jusqu'à celles des marginaux – les travailleurs flottants marseillais –, promouvant une histoire des mentalités et des comportements⁹. Il est persuadé que la Révolution française demeure « un champ d'expérimentation exceptionnel, à la rencontre du social et de l'émergence du politique, à travers le mouvement des idées, les pratiques inventées, l'imaginaire et le symbolique qui s'y déploient, le conflit entre systèmes de représentations antagonistes dont elle a été le lieu privilégié¹⁰ ». Si les études sur le monde rural mobilisent Jean-Pierre Jessenne et ses élèves¹¹, l'histoire sociale de la Révolution se diversifie, soit en embrassant grâce à Catherine Duprat la vaste question des œuvres philanthropiques, soit en s'attachant à des professions que la décennie développe et transforme (les « ronds-de-cuir » auxquels Catherine Kawa consacre sa thèse), soit, enfin, en traitant, à travers la prosopographie des députés, des nouvelles élites¹². Elle se raréfie aussi, jusqu'à la fin des années 2000 où, dirigés depuis les centres de recherches provinciaux, paraissent des travaux dédiés à des catégories que le XIX^e siècle consacra en « classes »¹³, notion qui ne cesse du reste d'être réinterrogée¹⁴. Avant que la marginalité ne soit récemment une nouvelle fois explorée¹⁵, la décennie et la suivante s'efforcent de proposer de grandes synthèses sur les bourgeoisies, les noblesses, afin de relancer les études sociales ou de redéfinir les champs du politique, d'affiner ou de

réfuter les catégories de l'analyse, de ne succomber à aucun déterminisme, sans renoncer pour autant à pointer les logiques sociales, les processus de construction collective à l'œuvre¹⁶. « À l'heure d'une histoire éparpillée de la Révolution, il s'agit, en somme, de réfléchir à la manière dont les figures diverses des processus révolutionnaires peuvent ou non se conjuguer dans une interprétation globale du changement social et politique sans pour autant évoquer un agent unique de l'histoire¹⁷. »

- 4 La question des mobilités et des reconversions, exigées par la spécialisation du travail, la conjoncture économique, ou induites par les circonstances politiques et militaires, affleure évidemment dans beaucoup de ces ouvrages, dans toute sa diversité – celle-là même qui inspire la recherche actuelle¹⁸. Elle irrigue le travail de Clyde Plumauzille sur la prostitution parisienne. En ressort un monde jeune, aux deux tiers forain, issu d'un grand Bassin parisien élargi au Nord de la France. C'est un univers de célibataires entre 15 ans, aux frontières de la puberté, et 25 ans – au-delà pour le maquerellage –, majoritairement issues du prolétariat flottant, de la domesticité, des « petits métiers » de Paris, des ateliers du textile et de la couture, en butte au travail partiel, au chômage et quelquefois à la contrainte, au viol. Les filles payent leur émancipation par la précarité et pour beaucoup sont à la recherche d'une reconversion, dans l'attente de laquelle la prostitution n'est qu'une étape temporaire, une stratégie de survie, quand bien même elle peut se prolonger dans les maisons spécialisées, les magasins-prétexte, les chambres sous-louées, les galetas partagés. Beaucoup sont poussées par la misère, la solitude, l'abandon, aggravés par les levées d'hommes et l'émigration, ou dans l'incapacité temporaire d'envisager financièrement un établissement matrimonial¹⁹. Catherine Kawa analyse, quant à elle, les origines géographiques, familiales et professionnelles des employés des ministères : près de 86 % sont nés dans la proche région parisienne, quand plus de la moitié viendront de la province après 1815 ; les départements les plus alphabétisés (le Nord et l'Est), le milieu urbain, pourvoient le plus volontiers à la demande ministérielle en main-d'œuvre ; les parents des employés relèvent pour près de 56 % des travailleurs indépendants, mais la diversité des origines est flagrante (fils d'avocats, de hauts fonctionnaires de la monarchie, de « bourgeois », d'enseignants, de cultivateurs, etc., côtoient les précédents) ; avant d'entrer dans les ministères, les commis appartenaient majoritairement aux professions libérales (des avoués, des avocats, des enseignants, notamment) et aux services (clercs, commis, garçons de boutique, domestiques, etc.), ce qui n'exclut ni les musiciens, ni les artistes, ni les écrivains²⁰.

« Lorsque la déchéance sociale n'était pas imputable à la Révolution, elle s'était opérée antérieurement, lors de l'accès au salariat de fils de producteurs indépendants ou de patrons. L'accès aux fonctions administratives représentait-il alors une nouvelle chute ou une amélioration ? Si l'on compare le niveau social des commis avant leur entrée au ministère et celui qu'ils ont atteint durant leur carrière bureaucratique, on constate que celle-ci représentait une déchéance pour 33 % d'entre eux, une amélioration pour 26,5 % et une simple stagnation pour 40,5 %. On ne peut donc pas dire que l'administration représentait pour ses membres l'assurance d'une promotion sociale²¹. »

- 5 Mais le constat ne va pas sans d'innombrables nuances, tant le statut même des familles d'origine est fragilisé par la Révolution. Ainsi du patriciat du faubourg parisien Saint-Marcel, étudié par David Garrioch²², touché par la crise des industries de luxe et d'exportation : les fabricants de papier peint disparaissent des listes des principaux manufacturiers. Sans exclure totalement les notables traditionnels, de nouveaux arrivants – un renouvellement commencé avant 1789, mais accéléré depuis – dominant la

garde nationale du quartier, les assemblées électorales, les comités de bienfaisance, le conseil de l'église Saint-Médard à partir de l'Empire. Il s'agit le plus souvent d'entrepreneurs originaires d'autres sections de la ville, libérés des contraintes corporatives, à la tête de sociétés industrielles (dans la tannerie, la brasserie) ou commerciales rayonnant sur toute la capitale. Ils ne peuvent pourtant être confondus avec les parvenus, dont se moquent estampe, chanson et théâtre sous le Directoire : spéculateurs enrichis par l'agiotage, les biens nationaux ou les fournitures aux armées, ils figurent l'antinomie des rentiers ruinés par les assignats. Acteurs omniprésents dans le processus révolutionnaire, les gens de robe en sortent, de leur côté, profondément transformés par la redéfinition de toutes leurs fonctions, l'élection des magistrats, la disparition de l'ordre des avocats, l'apparition des « notaires publics », une professionnalisation des fonctions, l'abandon de l'aspiration à l'anoblissement. Mais « une hiérarchie du mépris continue de structurer le monde de la robe. D'anciennes frontières continuent de subsister. La première isole les juges, avocats et avoués des notaires », la seconde, fondée sur le passage ou non par l'Université, les juges et les avocats des autres professions du droit²³. Les contemporains ont une profonde conscience du remue-ménage social et politique à l'œuvre, quels que soient les termes dans lesquels ils l'expriment. Ainsi de Thévenin, « citoyen français, fils de protestant sorti de France pour cause de religion », en l'an V :

« Non seulement il n'y a point d'esprit public aujourd'hui, mais il ne peut même y avoir d'opinion publique arrêtée, à cause du conflit qui existe entre les hommes déplacés par la révolution. Tous généralement ont été déplacés de leur première situation, et personne n'est ce qu'il étoit en 1789, ou ce que, dans le bilan de sa vie, il s'attendoit à être en 1796 ; de manière que nous sommes tous des ci-devant ; les uns des ci-devant riches, les autres des ci-devant pauvres ; les uns des ci-devant nobles, les autres des ci-devant roturiers²⁴ ».

- 6 La remise en question de l'aristocratie par la Révolution, les déboires de l'émigration, à court d'argent, mais souvent rétive à toute stratégie d'enracinement, et tenue à l'écart des cours de Weimar, Berlin, Brunswick ou Vienne, affectent durablement une importante partie des noblesses françaises. Avant les reconstructions consulaires et impériales, plusieurs de leurs membres choisissent de vivre leur déclassement, qui les propulse dans la classe moyenne, ruine des lignages, divise les héritages, retarde les mariages, suggère des séparations et perturbe leur descendance²⁵, dans le silence ou le culte du passé – qui nourrit leurs espoirs de restauration. La dignité sociale, leur raison d'être, étaient-elles seulement liées à la monarchie et anéanties par la disparition des privilèges, des devoirs et des fonctions ? L'honneur ne pouvait-il renaître, différemment investi dans les institutions et l'armée révolutionnaires, au service d'un nouvel État, d'un territoire (d'une patrie ?) et peut-être d'une nation – choix que font quantité d'anciens membres du deuxième ordre ? La notion de « noblesse » pouvait-elle exister en dehors de tout enjeu et adoubement royal ou étatique ? Les concepts de déclassement, de promotion, ont, après tout, leurs limites. Pierre Serna en joue lorsqu'il étudie le parcours d'Antonelle, *aristocrate révolutionnaire (1747-1817)* : quelles que soient les ambitions de la régénération révolutionnaire, l'individu social ne peut perdre totalement son identité originelle et finit par produire un discours sur les mécanismes de l'exclusion et de la distinction. Dans le cas d'Antonelle, « plus qu'un déclassement, sa trajectoire éclaire les luttes très âpres de classement au sein des élites de tous les régimes. Personnage limite, Antonelle fait partie de toutes ces élites : il en a tous les signes, la naissance, la culture, l'argent, le savoir-faire et le talent. Ce serait plutôt un "hyper-classé" qu'un déclassé et le

décalage entre sa perception et la réalité objective des postes qu'il occupe peut surprendre²⁶ ». Il est, comme une bonne partie des élites anciennes, perturbé par la redéfinition politique, symbolique et culturelle de celles-ci, par les nouvelles stratégies d'ascension et de déclassement, qui imposent de renouveler sans cesse le discours sur la légitimation. De la révolution municipale aux élections du Directoire, en passant par la Législative et la Terreur, s'affirme dans sa complexité la figure d'un noble démocrate, maîtrisant bientôt la pratique publique de la politique, qui n'exclut pas le débat d'idées (notamment autour du concept de démocratie représentative), mais aussi celle du secret, partagé entre autres avec le milieu des démocrates italiens.

- 7 Dans ce grand chambardement des appartenances et des catégories sociales²⁷, il est des catégories professionnelles particulières, auxquelles le Centre d'Histoire « Espaces & Cultures » a, depuis des années, consacré des travaux collectifs, soutenus par les programmes ANR MUSEFREM (2009-2013) et THEREPSICORE (2011-2015)²⁸ : les musiciens d'Église à la fin de l'Ancien Régime et les personnels des théâtres provinciaux sous la Révolution et l'Empire. Voilà des métiers, des emplois, habitués aux circuits, à la précarité et aux soubresauts erratiques des carrières et des saisons, volontiers intégrateurs, selon des codes différents, d'individus issus de catégories sociales les plus diverses. Forts des nombreuses enquêtes prosopographiques menées dans les archives départementales et municipales, de l'arrière-plan historiographique précédemment évoqué, des recoupements auxquels nous engageaient ces deux enquêtes, Stéphane Gomis, Cyril Triolaire et moi-même avons organisé le 25 octobre 2016 une journée d'étude clermontoise intitulée *Reconversions sociales et artistiques : le monde des musiciens et des comédiens à l'heure de la Révolution et de l'Empire*, dont les articles qui suivent rendent compte partiellement. Le Centre de musique baroque de Versailles, partenaire fidèle des deux projets, nous a apporté son appui, tout comme Xavier Bisaro, de l'Institut universitaire de France, dont le décès brutal nous prive malheureusement désormais de sa présence érudite et bienveillante.
- 8 En supprimant les chapitres collégiaux et cathédraux, la Révolution française éradique aussi des lieux d'enseignement musical et de pratique du plain-chant, des orgues, des bassons, des serpents, etc. Osons le dire, fût-ce à rebours des mandements épiscopaux qui en dénoncent les auditeurs, trop détachés du sacré : ce sont des lieux de concerts parfois réputés qui disparaissent. Ne se contentant pas des pensions qui leur sont proposées, les artistes ainsi floués réfléchissent à leur réorientation professionnelle, quand ils ne choisissent pas les voies de l'émigration. Ils y retrouvent des hommes de théâtre qui, pensionnés ou au service des princes, convaincus par la défense du monde qui vient de s'effondrer et défenseurs d'une tradition théâtrale, les ont suivis dans leur exil. Pour tous se pose la question d'une continuité de leur activité ou d'une reconversion sociale ou (et) esthétique – de l'une et de l'autre parfois – en des territoires étrangers (dont les guerres successives, à partir de 1792, vont changer régulièrement la conformation politique et administrative, et la sécurité), voire en des cours soumises aux jeux complexes des alliances. Si les itinérances intrinsèques aux arts lyriques et scéniques se transforment ainsi bon gré mal gré, la question du retour en France n'est pas moins préoccupante : même si elle se résout pour beaucoup seulement sous la Restauration, la situation d'origine ne semble qu'exceptionnellement retrouvée.
- 9 Pour ceux, les plus nombreux, qui restent sur le territoire national, la Révolution ouvre un nouveau champ des possibles qui, du reste, ne passe pas uniment par le geste artistique ou l'engagement militant. Combien, regagnant le giron familial ou la

communauté d'origine, s'emploient aux métiers de leurs collatéraux (dans l'agriculture, l'artisanat), d'autres rejoignant l'enseignement ou les charges pies, sans toujours disposer des capacités avérées ? Combien doivent s'adapter à ce que détruisent les conflits extérieurs et intérieurs ? Pour plusieurs, il ne s'agit pas d'une, mais de plusieurs reconversions. Cependant, le service du culte de l'Église constitutionnelle puis nationale, la multiplication des corps armés (troupes de ligne, gardes nationales, Armée révolutionnaire, gardes des Assemblées) et de leurs fanfares, la création du Conservatoire et des écoles de musique décentralisées, l'appétence pour les concerts et les bals, avec de nouveaux lieux dédiés dans les villes principales, les cours particuliers dont l'efflorescence de la presse favorise la publicité, sont autant de débouchés pour les musiciens, les chanteurs et les danseurs. La théâtromanie, qui a marqué le dernier tiers de l'Ancien Régime, encouragée par la loi Le Chapelier du 13 janvier 1791 sur la liberté des entrepreneurs du spectacle, se traduit aussi par la multiplication des scènes professionnelles et des sociétés d'amateurs : en leur sein, et entre elles, l'amalgame se fait d'autant plus volontiers entre comédiens et musiciens que la comédie avec ariette, l'opéra dans toutes ses déclinaisons, ont les faveurs du public.

- 10 Les succès obtenus sur scène attirent vers ce monde parfois rémunérateur, souvent précaire économiquement, des déclassés d'autres horizons : familles lourdement endeuillées de la noblesse vendéenne, maîtres de plantations ruinés par les révoltes d'esclaves peuvent se faire saltimbanques et s'adapter aux nouveaux circuits carriéristes et artistiques que l'Empire essaiera de réguler, à un marché du travail organisé notamment autour des entrepreneurs de spectacles et de l'annuel *mercato* parisien printanier, avec ses intermédiaires mal connus et pourtant indispensables aux troupes provinciales. On quantifie mal, pour l'heure, l'ampleur de ces reconversions, les conditions de leur réussite. Reposent-elles sur un simple assujettissement aux vœux des spectateurs ou aux canons de la critique ? Sur une inventivité associée aux besoins de la propagande républicaine et du répertoire patriotique ? Sur des réseaux de sociabilité anciens ou nés de nouveaux investissements citoyens (clubs, comités de surveillance, administrations locales ou nationales, sociétés d'artistes) ? Sur une valorisation réussie d'une personnalité, d'un parcours, d'un exploit, comme y incitent les voies déjà balisées du vedettariat et les apothéoses héroïques sanctifiées par la Révolution et l'Empire ?
- 11 Telles sont les questions qui structurent les différentes contributions de ce numéro de *Siècles*. Elles ont été abordées à partir d'études de cas permettant d'exploiter une grande diversité d'échelles. Youri Carbonnier nous fait ainsi entrer dans les arcanes d'une des institutions les plus emblématiques de l'Ancien Régime, la Chapelle royale de Versailles, dont l'activité décline sitôt la famille royale partie pour Paris, en octobre 1789 – la chapelle des Tuileries ne pouvant accueillir tous les musiciens ordinaires du roi –, avant sa suppression en 1792. Orphelins de son prestige, tirés de leur confort social, dans l'attente d'une hypothétique pension de l'État pour laquelle ils pétitionnent, 40 % des artistes persistent dans leur art, selon des stratégies individuelles diverses, dans les théâtres, les concerts, l'Église constitutionnelle, le Conservatoire, la Chapelle impériale. Ceux qui changent d'activité, cherchant par exemple refuge dans les nouvelles administrations publiques ou s'engageant dans les armées, le commerce, etc., le font parfois de manière transitoire. Mesurant les pièges et les silences des sources, qui font perdre en route quantité des employés des anciens chapitres, Guillaume Avocat constate que les musiciens de la cathédrale de Poitiers trouvent, eux, volontiers refuge dans des professions identiques à leurs milieux d'origine, ou profitent de l'éducation reçue dans la

maîtrise pour s'élever socialement, sans déplacement géographique important, sans espoir non plus de revenir facilement à leur engagement premier à l'heure des lentes reconstructions concordataires. Le problème est particulièrement criant pour les enfants de chœur auvergnats ou vellaves qu'étudie Bastien Mailhot, parlant plus généralement de « génération sacrifiée » pour tous ceux qui se sont vu priver du tremplin social et culturel offert par les maîtrises capitulaires, contraints de retourner à leur milieu d'origine, à la profession de leur père, et dont quelques-uns, par dépit social autant que par conviction politique, grossiront les forces contre-révolutionnaires.

- 12 Le contraste n'est pas mince avec le monde des comédiens, chez lesquels adaptabilité et pluridisciplinarité sont la règle, n'offrant que rarement des carrières linéaires ; un monde bouleversé par la citoyenneté et la liberté de contracter que lui accorde la Révolution. Étudiés par Cyril Triolaire et par moi-même à partir de cohortes réunies dans les théâtres de l'Ouest, du Nord et de Montpellier, leurs parcours plaident pour des invariants : le maintien de stratégies familiales, qui laissent une large place aux précoces enfants de la balle ; la forte dichotomie hommes-femmes à l'intérieur des troupes ; le caractère endogène du recrutement ; l'ampleur de la pyramide des âges, dépendant en partie seulement des emplois et des rôles. L'attrait du métier est indéniable, en permanence ouvert à de nouveaux venus de tous horizons, phénomène accéléré par la Révolution – entre autres, au profit des rejetons de familles nobles et de planteurs ruinées, des métiers de service du spectacle en perte d'une clientèle privée (perruquiers, tailleurs, etc.), des musiciens d'Église, des travailleurs des anciennes corporations ou d'une proto-industrie en berne, etc. Mais la concurrence des troupes d'amateurs, la saturation du grand marché pascal parisien, où les entrepreneurs viennent constituer leurs troupes, les déboires économiques et militaires faisant refluer les spectateurs, la ruine de directeurs imprévoyants ou trop impécunieux pour élever leur art au-dessus de la médiocrité, plus rarement la dangerosité de leurs choix politiques, imposent aussi aux comédiens et comédiennes de sortir momentanément de leur état pour se tourner, qui vers les métiers de l'enseignement, qui vers ceux de l'artisanat, qui vers son cocon familial. Les moins chanceux ou talentueux ne foulent les tréteaux qu'une poignée de saisons, la technicité exigée pour le chant, la danse ou l'orchestre étant gage de plus de longévité. Miroir aux alouettes, monde impitoyable, ce que ne viennent pas démentir les études de Clare Siviter et de Jérémy Decot, la première sur les actrices déchues et les nouvelles reines des scènes parisiennes sous l'Empire, la seconde sur la trajectoire du poète mondain et élégiaque Écouhard-Lebrun, des salons du prince de Conti à la pauvreté, de celle-ci aux ors de l'Institut national, moyennant quelques reconversions idéologiques et autant d'hymnes pour les fêtes de la Révolution...

NOTES

1. Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1952.
2. Voir Alfred Cobban, *Le Sens de la Révolution française*, Paris, Julliard, 1984.
3. Georges Lefebvre, « Le mythe de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 1956, p. 337-314, et n° 259, 1985, p. 1-7.

4. Haim Burstin, *Une Révolution à l'œuvre : le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, 2005 ; *L'Invention des sans-culottes. Regards sur le Paris révolutionnaire*, Paris, Odile Jacob, 2005 ; *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, 2013 ; Raymonde Monnier, *Le Faubourg Saint-Antoine (1789-1815)*, Paris, Société des études robespierristes, 1981.
5. Florence Gauthier, *La Voie paysanne dans la Révolution française : l'exemple picard*, Paris, Maspéro, 1977 ; Florence Gauthier, Guy-Robert Ikni (dir.), *La Guerre du blé au XVIII^e siècle : la critique populaire contre le libéralisme économique au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éd. de la Passion, 1988 ; Claudine Wolikow, *La Maison commune, culture politique et démocratie locale : communautés du vignoble de Champagne méridionale dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, thèse de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 1984.
6. François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*, Paris, Fayard, 1965.
7. F. Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.
8. *Ibid.*, p. 196-197.
9. Michel Vovelle, *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses de testaments*, Paris, Seuil, 1973 ; *L'Irrésistible Ascension de Joseph Sec bourgeois d'Aix*, Aix, Édisud, 1975 ; *La Mort et l'Occident de 1300 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1983 ; *De la cave au grenier*, Québec, Serge Fleury Éd., 1980.
10. M. Vovelle, « Du tout social au tout politique », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 310, 1997, p. 545-554.
11. Jean-Pierre Jessenne, *Pouvoir au village et Révolution. Artois, 1760-1848*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1987 ; *Les Campagnes françaises entre mythe et histoire (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Armand Colin, 2006 ; Laurent Brassart, Jean-Pierre Jessenne et Nadine Vivier (dir.), *Clochemerle ou république villageoise ? La conduite municipale des affaires villageoises en Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.
12. Catherine Duprat, *Pour l'amour de l'humanité. Le temps des philanthropes*, Paris, Éditions du CTHS, 1993 ; Catherine Kawa, *Les Ronds-de-cuir en Révolution*, Paris, Éditions du CTHS, 1997 ; Edna H. Lemay (dir.), *Dictionnaire des Constituants*, Oxford, Voltaire Foundation, 1991, puis *Dictionnaire des Législateurs (1791-1792)*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2007 ; Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.
13. Samuel Guicheteau, *La Révolution des ouvriers nantais. Mutation économique, identité sociale et dynamique révolutionnaire (1740-1815)*, Rennes, PUR, 2007.
14. Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie. An Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.
15. Clyde Plumauzille, *Prostitution et Révolution : les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*, Seyssel, Champ Vallon, 2016.
16. J.-P. Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois ? Révolution française et changement social*, Rennes, PUR, 2007 ; Philippe Bourdin (dir.), *Les Noblesses françaises dans l'Europe de la Révolution*, Rennes, PUR, 2010.
17. J.-P. Jessenne, *Vers un ordre bourgeois [...]*, p. 12.
18. Vincent Denis, *Une Histoire de l'identité : France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008 ; Anna Bellavitis, Laurence Croq et Monica Martinat (dir.), *Mobilité et transmission dans les sociétés de l'Europe moderne*, Rennes, PUR, 2016.
19. C. Plumauzille, *Prostitution et Révolution [...]*, passim.
20. C. Kawa, *Les Ronds-de-cuir [...]*, p. 440-461.
21. *Ibid.*, p. 459.
22. David Garrioch, « Les bourgeois du faubourg Saint-Marcel avant et après la Révolution », dans J.-P. Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois*, op. cit., p. 89-103.

23. Hervé Leuwers, « La robe révolutionnée. Quand les gens de loi renoncèrent à la noblesse du droit (1780-1810) », dans J.-P. Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois [...]*, p. 105-118.
24. Charles Guillaume Thévenin, *De la situation intérieure de la République*, Paris, Maradan, 1797.
25. Sylvain Turc, *Les Élités grenobloises, des Lumières à la monarchie de Juillet*, Grenoble, PUG, 2009, p. 262-263.
26. Pierre Serna, Exposé de thèse, *Annales historiques de la Révolution française*, n° 301, juillet-septembre 1995, p. 463 ; *Antonelle, aristocrate révolutionnaire (1747-1817)*, Paris, Éditions du Félin, 1997.
27. *Annales historiques de la Révolution française*, n° 359, 2010, sous la responsabilité de J.-P. Jessenne et H. Leuwers : « Changements sociaux et dynamiques politiques ».
28. MUSÉFREM (Musiques et musiciens d'Église en France à l'époque moderne) et THEREPSICHORE (Théâtre, comédiens, répertoires en province sous la Révolution et l'Empire) ont permis de développer deux bases de données nationales (<http://philidor.cmbv.fr/musefrem> et <http://therepsichore.univ-bpclermont.fr/>). Les recherches sur les musiques sacrées et leurs serviteurs (dont certains se retrouvent dans les théâtres de la Révolution et de l'Empire) se poursuivent au sein du « Réseau Musefrem » (<http://iremus.huma-num.fr/musefrem/>). Deux collections électroniques pour la mise à disposition des publications ont été créées : <http://hal.archivesouvertes.fr/MUSEFREM/fr/> et <https://hal-clermont-univ.archives-ouvertes.fr/THEREPSICHORE/>.
-

AUTEUR

PHILIPPE BOURDIN

Professeur d'histoire moderne

Centre d'Histoire « Espaces et Cultures » (CHEC), Université Clermont-Auvergne, EA 1001